

Abdelkader Amara, ministre de l'Energie

“Le Maroc produira du pétrole”

INTERVIEW. Le ministre de l'Energie, des mines, de l'eau et de l'environnement, Abdelkader Amara, se montre très optimiste quant à la capacité du Maroc à produire du pétrole et du gaz. Il se veut toutefois prudent sur toutes les découvertes annoncées jusqu'ici par les sociétés étrangères.



CREDIT PHOTO: DR

Maroc Hebdo: Vous avez lancé le Plan national gazier en janvier 2015 pour assurer au Maroc une indépendance énergétique. Où en êtes-vous par rapport à ce plan?

Abdelkader Amara: Le Maroc est déjà utilisateur du gaz naturel que nous puisons dans le gazoduc Maghreb-Europe, en provenance de l'Algérie, dont la capacité est estimée à 12 milliards de mètres cubes.

La quantité que nous prenons s'élève à 640 millions de mètres cubes. Seulement, pendant les

dernières années, il y a eu une évolution très importante de l'utilisation du gaz naturel. La forme la plus utilisée aujourd'hui s'appelle le gaz naturel liquéfié (GNL). C'est une forme refroidie, comprimée, souple et facilement transportable.

Pour répondre à votre question, le Plan gazier est dicté par une feuille de route dont les délais sont respectés.

Qui va fournir au Maroc le gaz naturel liquéfié?

Abdelkader Amara: J'ai déjà visité

le Qatar et la Russie, considérés comme de grands producteurs de gaz. Ces deux pays ont accepté de nous fournir le GNL à partir de 2020 ou 2021. Je projette également de visiter les Etats-Unis en septembre 2015. Outre ces trois pays, nous avons aussi reçu des offres de la part de quatre géants mondiaux des hydrocarbures, dont Total et Shell.

Le gouvernement prépare-t-il des appels d'offres?

Abdelkader Amara: Dans un premier temps, nous allons lancer

les mines, de l'eau et de l'environnement

le pétrole et du gaz d'ici 2 à 3 ans"

très prochainement des appels d'offres de conseil international pour préparer le cadre juridique des contrats à long terme que nous serons amenés à négocier avec nos fournisseurs potentiels.

Selon vos estimations, le Plan gazier va coûter la bagatelle de 40 milliards de dirhams. Qui va fournir cette somme?

Abdelkader Amara: Cette somme sera, en gros, prise en charge par les opérateurs privés étrangers et nationaux qui vont remporter les appels d'offres liés à la construction et à l'exploitation du terminal gazier de Jorf Lasfar. L'Etat va probablement intervenir au niveau de la réalisation de l'infrastructure portuaire.

Le ministère de l'Équipement et des transports sera très sollicité à ce niveau-là.

Le Plan gazier va-t-il permettre au Maroc de gagner son indépendance par rapport au gaz algérien?

Abdelkader Amara: Je ne le pense pas. Nous continuerons toujours à puiser dans le gazoduc Maghreb-Europe. D'autant qu'en 2021, le tronçon marocain de ce gazoduc sera la propriété du Maroc.

Pourquoi ce n'est pas le cas aujourd'hui?

Abdelkader Amara: Ce gazoduc appartient, depuis sa création, en 1996, à un consortium hispano-algéro-portugais. Le transfert de propriété au Maroc est prévu par le contrat signé entre le Maroc et les pays concernés.

Ce transfert de propriété va-t-il

amener le Maroc à renégocier son contrat avec l'Algérie?

Abdelkader Amara: C'est sûr. À partir de 2021, le Maroc sera maître de ce tronçon. Ce qui peut le conduire à proposer de nouvelles conditions contractuelles. Parmi elles, le Maroc demandera aux Algériens d'augmenter la capacité du gazoduc pour la porter de 12 à 18 milliards de mètres cubes. Mais cette renégociation dépend aussi de l'attitude de l'Espagne et du Portugal vis-à-vis du gaz algérien. Ces deux pays commencent à s'approvisionner auprès des États-Unis. Cette renégociation dépend également de la capacité future de l'Algérie à produire du gaz naturel sachant que cette capacité commence à s'affaiblir.

Il faut savoir que l'Algérie n'a pas encore commencé à exploiter le gaz de schiste. Or, ce dernier est considéré comme une source importante de gaz dans le monde en complément du gaz conventionnel.

Plusieurs sociétés étrangères ont annoncé des découvertes de gaz naturel et de pétrole dans notre pays. Quelle crédibilité accordez-vous à ces annonces?

Abdelkader Amara: Il y a 34 sociétés étrangères qui explorent actuellement le pétrole et le gaz naturel dans notre pays. Deux d'entre elles (Circle Oil et Gulfsands), ont officiellement annoncé, début 2015, des découvertes de gaz naturel dans le Gharb et à Essaouira. Mais ce sont des petites poches aux quantités limitées, estimées à 100 millions de mètres cubes par an. Des quantités qui vont servir en grande par-

tie le groupe OCP, notamment à Essaouira, et certaines industries locales dans le Gharb. Il faut comprendre qu'il s'agit d'une activité très complexe qui nécessite beaucoup de capitaux.

D'où le recours des sociétés pétrolières étrangères au marché boursier pour financer leurs opérations. Un tel procédé pousse régulièrement ces sociétés à provoquer des changements dans leurs tours de table.

Avez-vous une idée précise sur le potentiel pétrolier et gazier du Maroc?

Abdelkader Amara: On ne peut pas avoir une idée précise sur ce potentiel. Mais ce que je peux vous dire, c'est que nous avons 900.000 kilomètres carrés de bassins sédimentaires qui se répartissent entre les zones onshore et les zones offshore. Sur ce chiffre, nous n'avons exploré jusqu'à présent que moins de 400.000 kilomètres carrés. Il nous reste donc plus de 500.000 kilomètres carrés à explorer. Autre indicateur: depuis notre indépendance, nous avons foré 300 puits pétroliers mais, malheureusement, ils sont éparpillés sur l'ensemble du territoire national.

Quelle échéance promettez-vous aux Marocains pour que notre pays devienne producteur de pétrole et de gaz?

Abdelkader Amara: Sur la base des estimations techniques fournies par les différentes sociétés, le Maroc produira du pétrole et du gaz d'ici 2 à 3 ans ■

PROPOS RECUEILLIS
PAR AÏSSA AMOURAG